

L'opinion publique et ses élites

Aurélien BERLAN

Dans sa *Critique de l'opinion publique*, paru en 1922 et récemment traduit en français, F. Tönnies analyse l'émergence dans les sociétés modernes de ce tribunal moral qu'est l'opinion publique, aussi puissant que l'était la religion. Mais ce rapprochement l'empêche de voir que cette expression collective est le plus souvent mise sous contrôle.

Recensé : Ferdinand Tönnies, *Critique de l'opinion publique*, traduit de l'allemand par Pierre Osmo, Gallimard, Paris, 2012. 784 p., 36, 90 €.

La réception française de l'œuvre de Ferdinand Tönnies (1855-1936), considéré outre-Rhin comme l'un des « pères fondateurs de la sociologie » (avec Georg Simmel et Max Weber, qui lui doivent nombre de problématiques et d'intuitions), a été assez sinieuse. Plus vite traduit et introduit en France que Weber¹, il est ensuite tombé dans un oubli et un discrédit presque complet. Mais il connaît actuellement une sorte de seconde naissance : *Communauté et société*, son ouvrage majeur de 1887, a été retraduit en 2010², et dans la foulée viennent d'être publiées sa monographie sur Marx³ (1921) ainsi qu'une monumentale *Critique de l'opinion publique* (1922).

Actualité de *Communauté et société*

Il faut reconnaître que la pensée de Tönnies, même si son style a mal vieilli, est toujours actuelle. *Communauté et société* constitue une analyse presque inégalée de ce que nous appelons la « perte de lien social ». Cette question, qui a aussi hanté les premiers sociologues français, continue d'agiter le débat public où, face au sens commun inquiété par l'effritement des formes de solidarité sociale, l'expertise sociologique entre parfois en scène pour expliquer que le lien social ne se perd pas, mais prend seulement de nouvelles formes.

L'un des mérites de Tönnies est de nous sortir de ce débat mal formulé (perte ou transformation ?) en distinguant deux formes de lien social, *qualitativement différentes*, la première disparaissant à mesure que progresse la seconde. D'un côté, il y a les liens personnels durables qu'il englobe sous le concept de « communauté » : de la famille au voisinage, il s'agit de ce qu'on appelle les socialités primaires. De l'autre, il y a les liens impersonnels et fonctionnels, contractuels et souvent éphémères : ils constituent la base de ce

¹ Son ouvrage majeur a été publié en français dès 1944 et réédité en 1977 : *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure* (Paris, Retz-C.E.P.L., 1977), dans une traduction de Joseph Leif qui lui a consacré aussi un livre : *La sociologie de Tönnies*, Paris, PUF, 1946. Dès 1889, Emile Durkheim en avait fait une recension critique : « Communauté et société selon Tönnies », réédité in *Textes 1. Eléments d'une théorie sociale*, Paris, Minuit, 1975, p. 383-390.

² Ferdinand Tönnies, *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*, nouvelle traduction et présentation de S. Mesure et N. Bond, Paris, PUF, 2010.

³ Ferdinand Tönnies, *Karl Marx. Sa vie et son œuvre*, trad. S. Mesure, Paris, PUF, 2012.

que Tönnies appelle la « société », par quoi il faut entendre le monde moderne engendré par l'État et le capitalisme, incarné par la grande ville et caractérisé par le progrès constant des formes secondaires de socialité, celles qui ne reposent pas sur l'interconnaissance : la nation, les marchés, les réseaux (virtuels), etc.

Sur cette base, Tönnies peut montrer que la dissolution des liens communautaires pose problème, puisqu'ils sont vecteurs de solidarité concrète (de formes d'entraide et d'assistance qui sont assurées par les individus eux-mêmes). Mais cette perte, si elle se traduit souvent par un sentiment d'esseulement, résulte en fait du développement de la « société » qui relie les individus à une échelle et selon des modalités inouïes, lesquelles rendent justement impossible la mise en pratique des exigences de fraternité. Dès lors, l'individu ne peut que s'en décharger au profit d'organisations bureaucratiques (services sociaux, ONG, etc.) qui contribuent à fragiliser les liens communautaires. Avec la modernité, le lien social ne se perd pas, il s'étend même (via internet) – mais cela n'a pas l'effet attendu d'un élargissement de la conscience morale de l'humanité et d'un dépassement de l'esprit de clocher (sous ses diverses formes). Au contraire, cette extension des liens met à mal les conditions sociales qui faisaient que les exigences de solidarité et d'hospitalité n'étaient pas complètement abstraites⁴.

Limites et mérites de *Critique de l'opinion publique*

Si *Communauté et société* apparaît toujours d'une actualité brûlante, à l'heure de la mondialisation et des « réseaux sociaux » (illustrations excellentes de la « société » telle que la conçoit Tönnies), on ne peut en dire de même de la *Critique de l'opinion publique*. Cet ouvrage est moins en phase avec les débats actuels et semble, aujourd'hui, en deçà du projet annoncé : proposer une « théorie critique de l'opinion publique » (p. 19). Cela ne tient pas seulement au fait qu'il est émaillé de réflexions douteuses sur l'intégrité de l'opinion publique allemande par rapport à la « vénalité » de la presse française (p. 255) – en 1921, la guerre des tranchées est finie mais pas celle des esprits, elle aussi acharnée pendant cette Grande Guerre qui constitue un pivot dans le rôle (et le contrôle) de l'opinion publique. Cela tient plutôt à ce que Tönnies, s'il a bien compris qu'il vivait un « formidable tournant » (p. 17), n'est pas parvenu pas à le penser jusqu'au bout, ce qui le conduit à faire des pronostics largement erronés. S'appuyant sur une immense connaissance des débats relatifs à l'opinion publique de Machiavel à Ostrogorski, il a néanmoins le mérite de nous faire prendre la mesure des changements intervenus dans la sphère publique : l'apparition des médias de masse et des techniques de relations publiques au XX^e siècle a tendanciellement fait passer l'opinion publique, pour reprendre les termes de Tönnies, du statut de « puissance éthique » dont les sentences résultent de la discussion raisonnée (la « république des savants ») à celui d'objet plus ou moins malléable dans les mains des experts en communication.

L'opinion publique, religion des temps modernes

Critique de l'opinion publique est entièrement basé, comme le dit Tönnies, sur le « schéma » d'interprétation général proposé par *Communauté et société* (p. 19), dans son aspect le plus problématique. À la suite de Nietzsche et de Schopenhauer, Tönnies part d'une métaphysique de la vie selon laquelle tout est volonté. Au plan sociologique, elle se traduit par l'introduction du concept de « volonté sociale » là où Durkheim parlait de « conscience collective ». Si Tönnies part aussi du constat que les structures sociales ont une incidence sur les individus, sur leurs manières d'agir et de penser, il conçoit tendanciellement cette action comme celle d'entités collectives douées de « volonté ». Pour lui, le sociologue doit considérer le « fait social » de la coutume comme « une structure extrêmement importante de

⁴ Pour une analyse plus détaillée du diagnostic historique de Tönnies, voir Aurélien Berlan, *La fabrique des derniers hommes. Retour sur le présent avec Tönnies, Simmel et Weber*, Paris, La Découverte, 2012, chap. 2.

la volonté sociale. Il doit reconnaître et analyser la volonté sociale en général par analogie avec la volonté individuelle »⁵. Derrière toute « volonté sociale », il doit y avoir un sujet collectif, une entité « réellement » existante dont elle serait l'expression – c'est ce que l'on peut appeler le « substantialisme » de Tönnies.

Dans *Communauté et société*, cette perspective conduit Tönnies à penser que si la religion exprime la volonté de la « communauté », l'opinion publique exprime celle de la « société »⁶. *L'opinion publique serait en quelque sorte l'analogue moderne et laïc de la religion*, en tant qu'ensemble d'idées qui soudent la société et incarnent sa volonté (p. 19-20). Libérée du substantialisme de Tönnies, cette analogie est suggestive. Il y a bien des parallèles entre la religion et l'opinion publique : le consensus moral, la mystification des masses, le rituel du journal, etc. Mais Tönnies précise aussi ce qui les distingue : contrairement à la religion, l'opinion publique qui apparaît avec la modernité bourgeoise est liée au débat raisonné. Il peut alors faire le lien avec sa réflexion sur le bouleversement anthropologique qui résulte du passage de la communauté à la société : puisque ce dernier fait que les individus sont, dans leur comportement, moins guidés par leur « volonté de nature » (c'est-à-dire la spontanéité affective basée sur le plaisir, l'habitude et la mémoire) que par leur « volonté d'arbitre » (c'est-à-dire par le calcul utilitaire et la délibération rationnelle), la religion constitue la « volonté de nature » de la communauté (son émanation spontanée) et l'opinion publique la « volonté d'arbitre » de la société (p. 107-121). Tel est le cadre théorique de la *Critique de l'opinion publique*.

Des opinions publiques à l'Opinion Publique

Si cet ouvrage est basé sur la conceptualité élaborée par Tönnies trente ans plus tôt et permet de mieux en comprendre certains enjeux⁷, il n'en introduit pas moins de nouvelles idées. D'une part, Tönnies oppose l'opinion publique, comme « conglomerat de vues » diverses, à « l'Opinion Publique en tant qu'expression d'une volonté commune », « puissance à l'œuvre comme unité » (p. 18 et p. 188-205) – on retrouve son substantialisme. Il distingue d'autre part, en analogie avec les états de la matière (solide, liquide, gazeux), trois « états d'agrégation de l'Opinion Publique » en fonction de son homogénéité et de sa fermeté : à l'état volatil, elle doit être comprise comme « l'Opinion Publique du jour » (celle qui s'émeut des scandales) ; à l'état solide, elle incarne « la généralité d'une conviction inébranlable », comme par exemple l'attachement moderne à l'idée de liberté (p. 199 et sqq., p. 351-395).

Enfin, Tönnies distingue « l'Opinion Publique, en son sens qui importe historiquement et fait politiquement autorité », des diverses opinions publiques, de signification plus locale et de moindre importance politique (p. 18-19 et 188-190). Ce faisant, il s'agit de dégager l'objet spécifique qui est au centre de son enquête. Tönnies part certes du problème général qui consiste à déterminer la manière dont les humains s'influencent réciproquement dans le développement de leurs idées : « Que la façon de parler et de penser des hommes soit, non moins que par l'éducation et l'instruction, concurremment causée et déterminée par l'accumulation d'innombrables influences de leurs prochains, en particuliers de ceux qui leur sont proches par l'âge et le sexe, par la condition et la profession, par la foi et l'engagement partisan », voilà le « fait d'évidence » que Tönnies se propose d'expliquer théoriquement (p. 82).

⁵ Tönnies, *Die Sitte*, Rütten & Loening, Frankfurt am Main, 1909, p. 13.

⁶ Tönnies, *Communauté et société*, op. cit., p. 245-249.

⁷ Notamment quand Tönnies emprunte à Weber la notion d'idéaltype pour clarifier le statut méthodologique de ses concepts : il ne s'agit que de modèles théoriques purs pour saisir, en les comparant avec eux, où se situent les cas empiriques, qui sont toujours des mixtes (p. 46-47).

Dans le cadre de cette problématique, il y a bien sûr la question de la manière dont peut émerger, au sein de tout cercle social et notamment des petites localités, un jugement cohérent (en général véhiculé par les notabilités locales) en ce qui concerne les « offenses que s'infligent mutuellement Pierre ou Paul » (p. 189-190) – c'est ce que Tönnies appelle *une* opinion publique. Mais ce qui l'intéresse avant tout, c'est *l'Opinion Publique* en tant que tribunal moral qui pèse d'un poids croissant dans la vie *politique* moderne – une puissance éthique qui peut faire chuter les hommes les plus puissants. Par opposition au « sentiment populaire », il la définit comme « le jugement commun au public instruit, spécialement capable d'une pensée politique » (p. 221). Si l'Opinion Publique exprime la volonté de la société, il faut l'entendre aussi dans un sens restrictif, au sens où « la société » désigne « l'ensemble des couches qui font autorité », c'est-à-dire des couches possédantes et cultivées, la première place revenant aux savants et aux intellectuels (p. 474 et 743).

Avec l'idée que l'Opinion Publique jouerait la même fonction, morale et régulatrice, que la religion autrefois, et qu'elle incarnerait la conscience supérieure de l'humanité, fruit du débat dépassionné entre intellectuels soucieux de l'universel, Tönnies voit prendre forme le vieil idéal de la « république des savants » (p. 221), du gouvernement des peuples par la raison. Il a à la fois raison et tort : raison puisque, à son époque, les savants sont de plus en plus étroitement associés au pouvoir et mettent en place des *méthodes scientifiques de gouvernement des peuples* ; et tort puisque ces méthodes ne sont pas celles de la discussion raisonnable entre personnes, mais celles du contrôle rationnel des esprits, et que les savants en cause, bien loin de servir l'intérêt général, sont des mercenaires à la solde des puissants. On touche ici à la limite de *Critique de l'opinion publique* : non seulement Tönnies n'a pas vu que cette évolution vers la gestion rationnelle de l'opinion publique, vers la « fabrique de l'adhésion », constituait la lame de fond de son époque, mais son idéalisation de « l'Opinion Publique » l'a peut-être même conduit à favoriser cette évolution en occultant les enjeux de pouvoir⁸.

Le pronostic de Tönnies

Cette limite apparaît clairement dans le pronostic de Tönnies. Puisque « la culture, en particulier la culture politique, s'étend et s'élargit à des cercles plus vastes » (autrefois quasi monopole de la gent masculine, possédante et citadine, elle s'ouvre de plus en plus aux femmes, aux couches populaires et aux ruraux), il est convaincu que l'Opinion Publique est « de plus en plus influencée, modifiée, parfois bouleversée à partir de la base » (p. 314 et 737). Autrement dit, l'Opinion Publique sera de plus en plus l'expression des couches dominées et de l'ensemble de la société, guidée par les intellectuels et les savants au service de l'humanité (p. 742).

Tönnies dispose pourtant d'éléments permettant de penser le contraire. Le chapitre final sur « L'avenir de l'*Opinion Publique* » s'achève par une proposition de « réforme de la presse » où Tönnies relaie l'idée (selon lui irréalisable, mais qui devrait inciter la presse à se réformer de l'intérieur) de créer dans chaque ville un journal, totalement indépendant de la publicité et des agences de presse mensongères (Reuter, Havas, etc.), dirigé par les « meilleures têtes que le pays produit » et au tirage suffisamment élevé pour rendre superflus les divers journaux partisans – journal qui pourrait s'intituler « le Citoyen » (p. 743-745).

⁸ C'est ce que suggère le fait qu'Alexander Deichsel, l'éditeur de *Kritik der öffentlichen Meinung* dans le cadre des *Œuvres complètes* de Tönnies, insiste sur le bénéfice que les experts en communication pourront tirer de sa lecture (voir *Tönnies Gesamtausgabe*, vol. 14, Walter de Gruyter, Berlin & New York, p. xix-xx).

Derrière cette proposition (par ailleurs conforme à l'idéalisation par Tönnies de l'élite intellectuelle), il y a bien sûr la prise de conscience de phénomènes nouveaux bouleversant l'espace public : le développement d'un « capitalisme journalistique » faisant que les journaux sont de plus en plus soumis à la logique du profit (p. 253) ; le poids croissant de la publicité et des annonceurs, avec le recours croissant à « l'annonce voilée » visant à tromper le lecteur en faisant passer une publicité pour un article (p. 254-256) ; la constitution de grands groupes via l'achat en bloc de nombreux journaux, c'est-à-dire la concentration de la presse ; la prise de contrôle de ces groupes par des capitalistes désireux de s'en servir comme « moyen de domination », c'est-à-dire la perte d'indépendance des journalistes (p. 256) ; le développement de pratiques de propagande visant à la « mobilisation de l'opinion publique à grande échelle » (p. 123-125).

Tönnies est bien au fait de ces tendances qui mettent en cause son concept d'Opinion Publique comme expression de la volonté collective et résultat du débat entre personnes raisonnables. Elles avaient déjà été mise en évidence par Weber qui avait proposé en 1910 à la toute récente Société allemande de sociologie (dont Tönnies était alors président) de se lancer dans une vaste enquête sur la presse ; dans le « rapport préliminaire » de ce projet, il est question des transformations structurelles de « l'économie du journal » sous l'influence du capitalisme et de la « production de l'opinion publique par la presse⁹ » (effets de la presse sur les manières de parler, de penser et de vivre).

Dans sa *Critique*, Tönnies cite même des américains qui dénoncent les journaux modernes comme autant d'« organes de mystification » (derrière leur prétendue neutralité, ils défendent des intérêts particuliers, p. 258) et qui mettent au jour les tentatives de « fabrication de l'opinion publique » : « Un groupe de gens riches qui poursuivent en affaires un projet déterminé ou des intérêts de classe [...] pourraient s'associer pour mettre en œuvre [...] une propagande par voie de presse » ; « L'art de la propagande est devenu l'objet de nombreuses études à notre époque, et il a atteint une perfection qui met ses maîtres en situation, par la livraison adroite et diligente de représentations fausses et unilatérales, de tromper et d'égarer ceux qui n'ont pas le temps ni les moyens de s'assurer par eux-mêmes des faits » (p. 124-125).

De Tönnies à Habermas : vers une véritable théorie critique de l'opinion publique

Mais ce ne sont pas ces tendances qui retiennent l'attention de Tönnies. En fait, il ne voit pas que l'espace public est en train de subir des transformations structurelles : tout va dans le sens de son contrôle croissant par les organisations capables de prendre à leur service les médias et les experts en communication, et non dans celui d'une participation populaire accrue à la formation de la volonté collective. Comme l'a montré le jeune Habermas en 1962, alors que l'espace public bourgeois du XVIII^e siècle aspirait au *contrôle du pouvoir par le biais de la discussion raisonnée*, l'espace public médiatique du XX^e siècle tend plutôt à *la maîtrise des masses par le biais de méthodes psychosociologiques*. On assiste donc à sa « reféodalisation » : ce n'est plus un espace de débat guidé par l'intérêt général (dans le Parlement, les revues, les clubs, les cafés, etc.), mais de mise en spectacle des « grands »¹⁰.

Tönnies ne voit pas que ce renversement est en cours, porté par des hommes comme Edward Bernays qui, après avoir expérimenté le « travail sur l'opinion » dans le cadre de la

⁹ Voir Max Weber, « Rapport préliminaire pour une proposition d'enquête sur la sociologie de la presse », trad. G. Bastin, *Réseaux*, n° 109 (2002).

¹⁰ Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (1962), trad. M. B. de Launay, Payot, Paris, 1992, notamment p. 189-245.

campagne visant à faire accepter aux américains l'entrée en guerre de 1917, fonde les « relations publiques » dans le but explicite de conserver la mainmise des élites sur l'opinion publique des nations démocratiques¹¹. C'est que Tönnies reste attaché à l'image classique d'une Opinion Publique qui résulterait *sui generis* du débat raisonné entre intellectuels soucieux du bien commun, sans voir que son idéal humaniste de « république des savants » est sur le point de se réaliser, mais sous la forme *sciemment antihumaniste* du despotisme des *Spin Doctors*, les experts ès désinformation.

Ce n'est donc pas chez Tönnies que l'on trouvera une « théorie critique de l'opinion publique » à la hauteur de notre époque, mais plutôt dans l'essai de Habermas sur *L'Espace public* ou, dès 1947, dans les réflexions qu'Adorno et Horkheimer ont consacrées à « l'industrie culturelle »¹². Pour autant, le livre de Tönnies présente l'intérêt de nous confronter aux débats sur l'opinion publique antérieurs au développement massif des techniques de « fabrication de l'opinion »¹³ et de donner quelques éléments historiques pour saisir le grand renversement du XX^e siècle. Car dans la « littérature de l'opinion publique (l'ensemble des doctrines et théories qui se sont fait jour à son sujet) » (p. 18) sur laquelle Tönnies s'appuie, on voit à quel point le projet d'un contrôle de l'opinion publique travaillait les élites occidentales, dès lors qu'elles y virent une sorte de « Souverain invisible » trônant au-dessus des gouvernements. Comme le dit Constantin Franz en 1859, il faudrait « un bureau de l'esprit public efficace au point de se fabriquer lui-même l'opinion publique » (cité par Tönnies p. 219). C'est à ce projet que les oligarchies modernes ont inlassablement travaillé, en s'appuyant sur les sciences humaines et sociales, afin de récupérer le pouvoir que le développement de la « démocratie » menaçait de leur soustraire.

Publié dans laviedesidees.fr, le 4 novembre 2013

© laviedesidees.fr

¹¹ Edward Bernays (1891-1995), *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Zones, Paris, 2007.

¹² Adorno et Horkheimer, *La dialectique de la raison*, Gallimard, Paris, 1974, p. 129-176.

¹³ Voir Loïc Blondiaux, *La fabrication de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil, 1998.